

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2001 DE GROUPE CIMENT ST-LAURENT INC.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Groupe Ciment St-Laurent inc. ainsi que toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et considérés comme les plus appropriés dans les circonstances. Les états financiers consolidés renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers consolidés sont présentés fidèlement à tous égards importants. La direction a préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et elle s'est assurée de sa concordance avec les états financiers consolidés.

Groupe Ciment St-Laurent inc. maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs conçus pour fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le Conseil s'acquitte de cette responsabilité par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le Conseil et la majorité de ses membres sont des administrateurs externes. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction, ainsi que les vérificateurs externes et internes, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions de vérification et des questions de présentation de ladite information, de s'assurer que chaque partie remplit correctement ses fonctions et d'examiner le rapport annuel, les états financiers consolidés et les rapports des vérificateurs externes et internes. Le comité de vérification fait part de ses constatations au Conseil lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Le comité de vérification considère également, sujet à l'examen par le Conseil et l'approbation par les actionnaires, la nomination des vérificateurs externes.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes, KPMG s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues. KPMG s.r.l. ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président et chef des finances,

PATRICK DOLBERG

DEAN BERGMAME

Le 1^{er} février 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE GROUPE CIMENT ST-LAURENT INC. Nous avons vérifié les bilans consolidés de Groupe Ciment St-Laurent inc. aux 31 décembre 2001 et 2000 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2001 et 2000, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2001	2000
Ventes	1 187 232 \$	1 054 374 \$
Coût des ventes	912 317	804 332
Marge bénéficiaire brute	274 915	250 042
Charges		
Frais de vente et d'administration	93 228	92 209
Dépréciation et amortissement sur les immobilisations et les autres éléments d'actifs	56 737	44 789
Amortissement de l'écart d'acquisition	4 717	4 531
	154 682	141 529
Bénéfice d'exploitation	120 233	108 513
Autres charges	3 158	13 058
Bénéfice avant intérêts et impôts	117 075	95 455
Frais financiers (note 10)	17 683	17 691
Gain à la cession d'immobilisations	(162)	(1 194)
Bénéfice avant impôts	99 554	78 958
Impôts sur les bénéfices (note 11)		
Exigibles	34 878	24 844
Futurs	2 460	5 638
	37 338	30 482
Bénéfice net	62 216	48 476
Bénéfices non répartis au début de l'exercice		
Déclarés antérieurement	325 146	313 877
Adoption de nouvelles conventions comptables à l'égard des impôts sur les bénéfices (note 1)	–	4 814
Après redressement	325 146	318 691
Dividendes	(20 998)	(21 031)
Primes sur rachat d'actions de catégorie « A »	(771)	(20 990)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	365 593 \$	325 146 \$
Bénéfice net par action	1,52 \$	1,15 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	2001	2000
A C T I F		
Actif à court terme		
Débiteurs (note 4)	147 101 \$	115 186 \$
Stocks (note 5)	120 590	120 776
Frais payés d'avance et autres	4 685	6 165
Impôts sur les bénéfices recouvrables	–	479
Impôts futurs (note 11)	1 952	2 211
	274 328	244 817
Immobilisations (note 6)	756 041	609 421
Placements et autres éléments d'actif (note 7)	90 661	73 485
	1 121 030 \$	927 723 \$
P A S S I F		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	171 446 \$	145 740 \$
Impôts sur les bénéfices exigibles	13 527	–
Avances sur projet de construction, montant net	13 961	8 009
	198 934	153 749
Dette à long terme (note 8)	263 757	193 046
Impôts futurs (note 11)	140 244	117 071
Part des actionnaires sans contrôle	39	367
	602 974 \$	464 233 \$
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions (note 9)	125 216 \$	122 231 \$
Écart de conversion	27 247	16 113
Bénéfices non répartis	365 593	325 146
	518 056	463 490
	1 121 030 \$	927 723 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Au nom du conseil d'administration,

BENOÎT H. KOCH
Administrateur

PATRICK DOLBERG
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	2001	2000
Exploitation		
Bénéfice net	62 216 \$	48 476 \$
Dépréciation et amortissement	61 454	49 320
Impôts futurs	2 460	5 638
Autres	1 897	8 361
Fonds provenant de l'exploitation	128 027	111 795
Diminution du fonds de roulement lié à l'exploitation	12 919	31 745
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	140 946	143 540
Investissements		
Acquisitions d'immobilisations	(105 152)	(151 396)
Produit de la cession d'immobilisations	1 995	10 840
Diminution des créances à long terme	1 138	1 468
Placements dans des sociétés satellites	(3 436)	–
Acquisitions d'entreprises – déduction faite de l'encaisse (note 3)	(79 381)	(14 558)
Autres	(8 025)	(14 977)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(192 861)	(168 623)
Financement		
Émissions de capital-actions	3 328	2 545
Rachat de capital-actions	(1 114)	(26 007)
Augmentation de la dette à long terme, montant net	70 711	69 754
Dividendes payés	(21 010)	(21 209)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	51 915	25 083
Encaisse – au début et à la fin de l'exercice	– \$	– \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	18 029 \$	18 672 \$
Impôts sur les bénéfices payés	22 019	20 888
Acquisitions d'immobilisations incluses dans les créditeurs	12 782	4 096

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001 (les montants figurant dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Impôts sur les bénéfiques

En date du 1^{er} janvier 2000, la Société a adopté, en ce qui a trait à la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques, la nouvelle norme de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA ») qui préconise l'adoption de la méthode axée sur le bilan.

La Société a appliqué avec effet rétroactif les recommandations de la nouvelle norme relative à la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques sans redressement des états financiers des exercices antérieurs. En conséquence, au 1^{er} janvier 2000, la Société a inscrit une augmentation de 4,8 millions de dollars au solde d'ouverture des bénéfiques non répartis, une augmentation de 4,6 millions de dollars à l'actif et une diminution de 0,2 million de dollars au passif d'impôts futurs (anciennement impôts reportés). Par suite de l'application de la nouvelle norme, le bénéfice avant les impôts sur les bénéfiques de l'exercice terminé le 31 décembre 2000 a été de 0,5 million de dollars inférieur à ce qu'il aurait été si l'on avait continué d'appliquer l'ancienne norme.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Consolidation et autres placements à long terme

Groupe Ciment St-Laurent inc. exerce ses activités par l'entremise de ses propres divisions, filiales, sociétés satellites et coentreprises. Les comptes des filiales sont consolidés avec ceux de Groupe Ciment St-Laurent inc. La Société suit la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation pour les placements dans les sociétés satellites dans lesquelles elle est en mesure d'exercer une influence notable, soit celles dans lesquelles elle détient généralement une participation variant de 20 % à 50 %. Les participations dans des coentreprises, qui sont constituées en vue de donner suite à des projets précis, sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle suivant laquelle la quote-part des éléments d'actif, de passif, des produits et charges de la Société est regroupée avec celles de Groupe Ciment St-Laurent inc. et de ses filiales.

b) Devises

La conversion des opérations conclues en devises étrangères se fait suivant la méthode temporelle. Les gains ou les pertes découlant de ces opérations sont pris en compte dans les résultats nets de l'exercice, y compris les gains ou les pertes non réalisés par suite de la conversion de la dette à long terme sans échéance prédéterminée ou prévisible. Les gains ou les pertes découlant de la conversion de la dette à long terme à échéance prédéterminée ou prévisible sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de la dette.

La conversion des comptes des établissements étrangers de la Société se fait selon la méthode du taux courant. Les éléments d'actif et de passif libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen annuel. Les gains ou les pertes découlant de la conversion sont présentés à l'avoir des actionnaires à titre d'écart de conversion.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au coût, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Les gains ou les pertes sur la vente de débiteurs sont calculés en comparant la valeur comptable des débiteurs vendus au total du produit en espèces de la vente et de la juste valeur de la participation conservée sur ces débiteurs à la date du transfert. La juste valeur est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les coûts liés à la vente de débiteurs sont comptabilisés dans les résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

d) Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont inscrits au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les matières premières et les fournitures sont évaluées au prix coûtant ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, incluant les intérêts engagés pendant la période de construction de projets majeurs. Leur amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction des durées de vie utile estimative suivantes :

Bâtiments et structures	20 à 33 ans
Machinerie et équipement	14 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et outillage	3 à 12 ans

La direction révisé périodiquement la durée de vie utile estimative des éléments d'actif et la redresse si elle le juge nécessaire. L'épuisement des carrières est fondé sur le nombre de tonnes extraites par rapport aux réserves totales estimatives.

La Société a estimé que la valeur de récupération des immobilisations était supérieure au montant total qu'elle devra verser à l'égard des frais d'enlèvement des immobilisations et de restauration des lieux et, en conséquence, elle n'a constitué aucune provision à cette fin au cours des exercices antérieurs. Cependant, lorsque la Société a une obligation légale ou contractuelle de restaurer le site d'une carrière, elle inscrit une

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

provision à cet effet de façon prospective sur la durée d'exploitation de la carrière afin de couvrir les coûts en cause. La provision est comptabilisée pour chaque site selon l'estimation qui est faite des coûts déjà connus et de la durée utile prévue de chaque site.

Le montant total estimatif que la Société devra engager pour les frais d'enlèvement des immobilisations et de restauration des lieux est sujet à des modifications qui dépendent tant des changements qui seront apportés aux lois et règlements que de tout nouveau renseignement dont pourra disposer la Société concernant son exploitation. Tout changement futur, s'il y en a, au montant total que la Société devra payer par suite de modifications des exigences, des lois, des règlements et des hypothèses d'exploitation pourra être important et sera constaté prospectivement, le cas échéant, comme la révision d'une estimation.

f) Écart d'acquisition

L'excédent du prix coûtant des entreprises acquises sur la juste valeur des éléments d'actif net aux dates d'acquisition est amorti de façon linéaire sur les périodes suivantes :

Activités	Périodes
Béton	5 ans
Agrégats	10 ans
Ciment	20 ans

La valeur comptable nette de l'écart d'acquisition serait réduite s'il se produisait une baisse de valeur durable. La façon d'établir s'il y a eu une baisse de valeur durable est fonction du bénéfice d'exploitation futur.

g) Constatation des produits

Les produits tirés des ventes de ciment et d'autres produits de construction sont constatés lors de la livraison. Les produits tirés des contrats de construction sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, d'après les coûts de la main-d'œuvre engagés dans l'exercice par rapport aux coûts totaux estimatifs de main-d'œuvre pour chaque projet.

h) Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont constatés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables à l'écart entre les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif présentés au bilan et leurs assiettes fiscales respectives. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés à l'aide des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront au moment de la réalisation des actifs ou du règlement des passifs. Cette méthode exige également que l'on constate les avantages fiscaux futurs tels qu'une perte d'exploitation reportée sur des exercices ultérieurs, dans la mesure où la réalisation de ces avantages est plus probable qu'improbable.

i) Avantages sociaux futurs des employés

La Société a des régimes de retraite à prestations déterminées qui couvrent la quasi-totalité de ses employés salariés et certains employés payés sur une base horaire. Les prestations sont basées sur les années de service et le salaire de l'employé. Le coût de ce programme est capitalisé au cours de l'exercice.

La Société parraine également un régime d'assurance-vie et des régimes d'invalidité et de frais médicaux et dentaires pour la majorité de ses employés actifs.

Des régimes post-retraite sont offerts par la Société qui correspondent au régime des retraités en vigueur au moment où l'employé prend sa retraite et auquel cet employé est admissible. La Société mesure les coûts de ses prestations en fonction de ses hypothèses les plus probables.

La Société comptabilise les engagements qu'elle a pris en vertu des régimes d'avantages sociaux des employés à mesure que ceux-ci rendent les services nécessaires pour avoir droit à une rente et aux avantages post-retraite.

La Société a adopté les politiques suivantes :

- Les coûts des prestations et des avantages post-retraite acquis par les employés sont calculés par des actuaires selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et d'après les hypothèses les plus probables quant au rendement prévu des placements des régimes, au taux d'actualisation, à la hausse des salaires, à l'âge de la retraite et aux coûts prévus des soins de santé.
- Aux fins du calcul du taux de rendement prévu de la caisse de retraite, ces éléments d'actif sont évalués à leur juste valeur.
- Dans le cas des modifications apportées aux régimes de retraite, les charges de retraite au titre des services passés sont amorties selon la méthode linéaire sur la moyenne du reste de la carrière active des employés à la date de la modification (aux États-Unis) et selon la méthode linéaire sur la moyenne du reste de la période courant jusqu'à la date d'acquisition des prestations (au Canada). En ce qui a trait aux régimes post-retraite, le coût est amorti selon la méthode linéaire sur la moyenne du reste de la période courant jusqu'à la date d'acquisition des prestations pour tous les régimes.
- L'excédent du gain (perte) actuariel net sur 10 % du maximum entre l'obligation contractée dans le cadre des régimes et la juste valeur de la caisse de retraite, est amorti sur la moyenne du reste de la carrière active des employés.

2. P R I N C I P A L E S C O N V E N T I O N S C O M P T A B L E S (suite)

j) Instruments financiers dérivés

La Société a recours à des instruments financiers dérivés dans le but de gérer les risques liés aux taux d'intérêts et aux devises. Étant donné que les instruments dérivés ne sont utilisés qu'à des fins de couverture, leur coût d'acquisition est amorti sur la durée de l'entente. Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments financiers sont pris en compte dans les résultats nets de l'exercice. Les gains et les pertes non réalisés ne sont comptabilisés qu'à l'échéance de l'instrument financier auquel ils se rapportent.

k) Régimes d'achat d'actions

La Société a deux régimes d'achat d'actions, qui sont décrits à la note 9 b) et d). Aucune charge au titre de la rémunération n'est imputée à ces régimes lorsque des actions sont émises à l'intention des employés. Toute contrepartie versée par les employés à l'achat d'actions est créditée au capital-actions. Si des actions sont rachetées des employés, l'excédent de la contrepartie versée sur la valeur comptable des actions est imputé aux bénéfices non répartis. Les prêts consentis à des dirigeants pour l'achat d'actions spéciales sont présentés en réduction du capital-actions y afférent.

l) Estimations

Pour dresser les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit recourir à des estimations et formuler des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur les renseignements qu'elle doit fournir au sujet des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers de même que sur les produits et les charges déclarés durant la période en cause. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. A C Q U I S I T I O N S D ' E N T R E P R I S E S

Le 12 novembre 2001, la Société a acquis la totalité des actions ordinaires de deux sociétés ontariennes, soit TCG Inc. et TCG Asphalt and Construction Inc. Les résultats d'exploitation de ces deux sociétés ont été pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de cette date. Le coût d'acquisition initial s'élevait à 83,6 millions de dollars, incluant l'encaisse et le fonds de roulement. Le coût d'acquisition est susceptible de faire l'objet d'ajustements suivant la détermination du fonds de roulement à la clôture ainsi que d'autres raffinements. Les éléments d'actif acquis comprennent une carrière de calcaire, des réserves de sable et de gravier, des usines d'asphalte et une entreprise connexe de services de construction.

Le tableau qui suit résume la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition.

	AU 12 NOVEMBRE 2001
Actifs à court terme	26 328 \$
Immobilisations	73 307
Actif incorporel	1 580
Écart d'acquisition	17 566
Total de l'actif acquis	118 781 \$
Passif à court terme	14 183 \$
Impôts futurs	20 972
Total du passif pris en charge	35 155 \$
Actif net acquis	83 626 \$

L'actif incorporel est une licence et sera amorti sur la durée de vie restante, soit dix ans. L'écart d'acquisition a été attribué au secteur de l'Ontario. Le montant total n'est pas déductible aux fins fiscales. En accord avec les nouvelles normes comptables de l'ICCA publiées dans le chapitre 1581 du Manuel, l'écart d'acquisition n'est pas amorti pour toute acquisition effectuée à compter du 1^{er} juillet 2001 lorsque celle-ci est effectuée selon la méthode de l'acquisition.

De plus, le 25 mai 2001, la Société a acquis la participation résiduelle de 49 % d'une filiale pour un montant total de 1,7 million de dollars, ce qui a donné lieu à un écart d'acquisition de 1,1 million de dollars.

Au cours de l'exercice précédent, la Société a acquis des entreprises pour une contrepartie totale de 14,6 millions de dollars. Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net acquis qui a totalisé 5,8 millions de dollars est inclus au bilan à titre d'écart d'acquisition.

4. DÉBITEURS

La Société a une entente de trois ans renouvelable aux termes de laquelle il lui est loisible de vendre des débiteurs admissibles. L'entente, qui échoit en 2004, permet la vente de débiteurs jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars à quelque moment que ce soit. Au 31 décembre 2001, un total de 100 millions de dollars de débiteurs (100 millions de dollars en 2000) avaient été vendus avec recours limité conformément à l'entente. La Société a conservé la responsabilité de la gestion, de l'administration et du recouvrement des débiteurs vendus. Aucun élément d'actif ou de passif relatif à la gestion des débiteurs n'a été enregistré, puisque les avantages que tire la Société pour la gestion des débiteurs se rapprochent des coûts qui y sont associés.

5. STOCKS

	2001	2000
Produits finis et produits en cours	68 425 \$	75 186 \$
Matières premières et fournitures	52 165	45 590
	120 590 \$	120 776 \$

6. IMMOBILISATIONS

	PRIX COÛTANT	2001 VALEUR COMPTABLE NETTE	PRIX COÛTANT	2000 VALEUR COMPTABLE NETTE
Terrains et carrières	140 186 \$	121 868 \$	85 267 \$	60 892 \$
Bâtiments et structures	272 135	114 367	246 374	76 122
Machinerie et équipement	709 487	356 098	606 744	267 673
Mobilier, matériel roulant et outillage	231 416	76 560	215 943	84 759
Construction en cours	87 148	87 148	119 975	119 975
	1 440 372 \$	756 041 \$	1 274 303 \$	609 421 \$

7. PLACEMENTS ET AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2001	2000
Placements dans les sociétés satellites	26 234 \$	23 013 \$
Créances à long terme, montant net	17 931	20 994
Prêts à des dirigeants et employés	78	363
Écart d'acquisition	37 124	23 017
Charges reportées	2 219	2 803
Autres	7 075	3 295
	90 661 \$	73 485 \$

Les créances à long terme ainsi que les prêts à des dirigeants et à des employés portent intérêt à des taux variant de 0 % à 10 %. Les remboursements prévus à l'égard de ces créances et prêts sont les suivants:

2003	2004	2005	2006	PAR LA SUITE
5 042 \$	4 263 \$	3 059 \$	5 269 \$	376 \$

8. D E T T E À L O N G T E R M E

	ANNÉE D'ÉCHÉANCE	2001	2000
Crédits bancaires renouvelables a)	2004	157 002 \$	157 744 \$
Dette à long terme :			
Crédit relais b)	2007	70 000	–
Obligations pour le développement industriel Taux d'intérêt variable (18 000 000 \$ US) c)	2020	28 733	27 000
280 070 actions privilégiées de premier rang d)		7 002	7 002
Billets et emprunts, taux d'intérêt moyen au taux d'intérêt préférentiel	2002 - 2003	1 300	1 580
		107 035	35 582
Dette totale		264 037	193 326
Moins la tranche à court terme incluse dans les crédateurs		280	280
		263 757 \$	193 046 \$

a) La Société dispose de deux facilités de crédit bancaire renouvelables non garanties dont une de 80 millions de dollars auprès de banques canadiennes et une de 143,7 millions de dollars (90 millions de dollars US) auprès de banques américaines.

Ces facilités de crédit d'une durée de 3 ans sont renouvelables annuellement, à chaque date d'anniversaire, par suite d'un consentement mutuel.

Ces facilités de crédit renouvelables portent intérêt à différents taux, suivant l'option choisie par la Société. Au 31 décembre 2001, le taux d'intérêt moyen réel était de 4,7 % (7 % en 2000).

b) Au cours de l'exercice, la Société a emprunté un montant de 70 millions de dollars afin de financer l'acquisition des actifs décrits en note 3. Ce crédit venant à échéance le 30 avril 2002 sera entièrement refinancé par une dette à long terme pour laquelle la Société a obtenu un engagement ferme. Au 31 décembre 2001, le taux d'intérêt moyen réel était de 2,75 %.

c) Au cours de l'exercice précédent, la Société a renouvelé ses obligations industrielles et en a prorogé la période de remboursement jusqu'en 2020. Ces obligations avaient été émises à des taux variables. La Société a signé par la suite un accord de crédit réciproque en vue de fixer à 5,46 % le taux d'intérêt pour une période de cinq ans (voir la note 16). Les obligations sont garanties par une lettre de crédit émise au nom de la Société par une importante institution financière multinationale.

d) La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang comportant droit de vote, et d'actions privilégiées de second rang, toutes sans valeur nominale. La Société a émis (et elles sont en circulation) 280 070 actions privilégiées de premier rang à dividende cumulatif de 5,26 %, rachetables à son gré à leur valeur attribuée selon certaines conditions générales en 2002 et, au gré des actionnaires, en tout temps.

e) Les paiements exigibles au cours des cinq prochains exercices sur les crédits bancaires renouvelables et sur la dette à long terme sont les suivants :

2002	2003	2004	2005	2006
280 \$	210 \$	164 004 \$	– \$	– \$

9. CAPITAL - ACTIONS

	2001		2000	
	OMBRE D' ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	OMBRE D' ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Capital-actions émis				
Actions de catégorie « A » à droit de vote subalterne (1 vote)				
Solde au début de l'exercice	25 729 050	83 000 \$	27 044 320	85 544 \$
Conversion d'actions spéciales	218 150	2 470	150 325	1 502
Émises en vertu des régimes d'achat d'actions des employés	49 928	751	48 805	740
Rachat d'actions	(60 936)	(197)	(1 514 400)	(4 786)
Solde à la fin de l'exercice	25 936 192	86 024	25 729 050	83 000
Actions de catégorie « B » (3 votes)				
Solde au début et à la fin de l'exercice	15 252 848	38 525	15 252 848	38 525
Actions spéciales de catégorie 1 comportant droit de vote				
Solde au début de l'exercice	846 725	11 305	866 350	10 638
Conversion en actions de catégorie « A »	(218 150)	(2 470)	(150 325)	(1 502)
Émission en vertu du régime d'intéressement d'achat d'actions spéciales	119 800	2 516	145 700	2 400
Rachat d'actions	(9 025)	(146)	(15 000)	(231)
	739 350	11 205	846 725	11 305
Moins : prêts à des dirigeants pour achat d'actions spéciales	–	(10 538)	–	(10 599)
Solde à la fin de l'exercice	739 350	667	846 725	706
Capital-actions total	41 928 390	125 216	41 828 623	122 231

a) Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société se compose actuellement d'actions de catégorie « A » à droit de vote subalterne, d'actions de catégorie « B » à vote plural et d'actions spéciales à droit de vote pouvant être émises en séries, toutes sans valeur nominale. Toutes les actions peuvent être émises en nombre illimité. Elles donnent toutes droit aux mêmes dividendes.

Dans certains cas, les porteurs d'actions de catégorie « A » ont le droit de convertir leurs actions en actions de catégorie « B » afin de leur permettre de participer à une offre d'achat portant sur des actions de catégorie « B ».

b) Régime d'achat d'actions des employés

La Société a un régime d'achat d'actions à l'intention de tous les employés au Canada. Aux termes de ce régime, un nombre maximal de 2 500 000 actions de catégorie « A » à droit de vote subalterne peut être émis à un prix équivalant à 90 % du cours moyen de chacune des journées ouvrables du dernier trimestre arrêté avant la date d'émission. Au 31 décembre 2001, 1 264 787 actions de catégorie « A » (1 214 859 actions en 2000) avaient été émises en vertu de ce régime.

c) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours de l'an 2001, la Société a acquis 60 936 actions de catégorie « A » à droit de vote subalterne (1 514 400 actions en 2000) dans le cadre d'une offre publique de rachat effectuée dans le cours normal de ses activités et approuvée par les autorités boursières pour une contrepartie totale de 1,0 million de dollars (25,8 millions de dollars en 2000).

d) Actions spéciales à droit de vote

Au 31 décembre 2001, aux termes d'un régime d'intéressement d'achat d'actions spéciales, la Société a réservé 264 900 actions spéciales (384 700 actions en 2000) en vue de leur émission aux membres de la haute direction, à un prix égal au cours moyen du marché des opérations effectuées durant les dix derniers jours ouvrables d'octobre. Les actions spéciales peuvent être rachetées à l'intérieur de certaines contraintes de temps et elles sont assorties de privilèges de conversion en actions de catégorie « A » à droit de vote subalterne.

10. FRAIS FINANCIERS

	2001	2000
Intérêts débiteurs	17 486 \$	17 463 \$
Gain de change	(171)	(152)
Dividendes sur actions privilégiées de premier rang	368	380
	17 683 \$	17 691 \$

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2001		2000	
	\$	%	\$	%
Impôts sur les bénéfices aux taux de base combinés	37 213	37,4	33 256	42,1
Ajouter (déduire) l'effet fiscal des éléments suivants :				
Impôt fédéral des grandes sociétés	898		539	
Pertes utilisées pour réduire des impôts exigibles	(3 483)		(2 558)	
Écarts permanents	2 473		1 493	
Autres	237		(2 248)	
	125	0,1	(2 774)	(3,5)
	37 338	37,5	30 482	38,6

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui ont donné lieu à d'importantes tranches des actifs d'impôts futurs et des passifs d'impôts futurs au 31 décembre sont présentées ci-dessous.

	2001	2000
Passif (actif) à court terme :		
Méthodes de comptabilisation des contrats de construction	1 742 \$	5 672 \$
Provisions – déductibles aux fins fiscales dans des exercices ultérieurs	(3 694)	(7 883)
	(1 952)	(2 211)
Passif (actif) à long terme :		
Immobilisations – différences entre la valeur comptable nette et le coût en capital non amorti	141 277	112 816
Autres	(1 033)	4 255
	140 244	117 071
Passif d'impôts futurs, montant net	138 292 \$	114 860 \$

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS DES EMPLOYÉS

La Société a sept régimes de retraite canadiens à prestations déterminées et un régime de retraite américain à prestations déterminées et parraine des régimes post-retraite pour les employés canadiens qui y sont admissibles. La Société prévoit l'accès à des soins médicaux et dentaires pour ses employés américains qui prennent leur retraite jusqu'à ce qu'ils soient admissibles au régime de santé de l'État. Dans certains cas, la Société subventionne aussi le coût de cette couverture.

Les principales hypothèses actuarielles qu'a adoptées la Société pour calculer ses obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes (hypothèses moyennes pondérées au 31 décembre) :

	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX	
	2001	2000	2001	2000
Taux d'actualisation	6,50 %	6,75 %	6,50 %	6,75 %
Taux de rendement à long terme prévu des caisses de retraite	8 %	8 %	n.d.	n.d.
Taux d'augmentation des salaires	3 %	3 %	3 %	3 %

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS DES EMPLOYÉS (suite)

Au 31 décembre 2001, la tendance présumée du taux d'augmentation du coût des soins de santé était de 9 %, taux qui devrait passer à 8 % en 2002, à 7 % en 2004 et à 6 % en 2006 et par la suite.

La charge nette (produit) des régimes de retraite de la Société s'établit comme suit :

	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX	
	2001	2000	2001	2000
Coûts des prestations au titre des services courants, moins la contribution de l'employé	4 159 \$	3 645 \$	80 \$	73 \$
Coûts d'intérêts	9 144	8 645	163	157
Amortissement des coûts des services passés	536	—	—	—
Amortissement des gains actuariels	(323)	(778)	—	(3)
Rendement prévu de la caisse de retraite	(13 677)	(13 242)	—	—
(Produit) charge des régimes, montant net	(161)\$	(1 730)\$	243 \$	227 \$

Le montant net de la charge (produit) des régimes de retraite est inclus dans les frais de vente et d'administration à l'état consolidé des résultats.

L'information sur les régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages sociaux de la Société est la suivante :

	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX	
	2001	2000	2001	2000
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	135 381 \$	126 807 \$	2 409 \$	2 244 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 739	5 076	80	73
Intérêts débiteurs	9 144	8 645	163	157
Prestations versées	(9 585)	(7 773)	(146)	(142)
Change et autres éléments	497	(1 231)	—	—
Modification au plan	536	—	—	—
Transfert relié aux acquisitions	2 293	—	—	—
Pertes actuarielles	5 086	3 857	1 028	77
Solde à la fin de l'exercice	149 091 \$	135 381 \$	3 534 \$	2 409 \$
Actif des régimes				
Juste valeur au début de l'exercice	163 106 \$	144 484 \$	— \$	— \$
Redressement du solde d'ouverture de la juste valeur	—	13 983	—	—
Rendement réel des actifs des régimes	(6 428)	9 689	—	—
Cotisations de l'employeur	1 567	1 148	—	—
Cotisations des employés	1 580	1 431	—	—
Prestations versées	(9 585)	(7 773)	—	—
Transfert relié aux acquisitions	2 293	—	—	—
Change et autres éléments	308	145	—	—
Juste valeur, à la fin de l'exercice	152 841 \$	163 107 \$	— \$	— \$
Situation de la capitalisation – excédent (déficit)	3 750 \$	27 726 \$	(3 534)\$	(2 409)\$
Pertes actuarielles (gains actuariels) net(te)s non amorti(e)s	2 312	(23 166)	804	(193)
Actif (passif) des prestations constituées	6 062 \$	4 560 \$	(2 730)\$	(2 602)\$

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS DES EMPLOYÉS (suite)

Le tableau de la page précédente présente les montants des obligations au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice. Le tableau suivant présente les montants relatifs aux régimes, qui ne sont pas totalement provisionnés :

	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX	
	2001	2000	2001	2000
Obligations au titre des prestations constituées	(45 392)\$	(15 163)\$	(3 534)\$	(2 409)\$
Juste valeur des actifs des régimes	32 826	4 399	–	–
Solde à la fin de l'exercice	(12 566)\$	(10 764)\$	(3 534)\$	(2 409)\$

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la Société a vendu à des sociétés sous contrôle commun, dans le cours normal de ses activités, du ciment et du clinker pour 23,4 millions de dollars (28,3 millions de dollars en 2000). La Société a également acheté du ciment et du clinker pour 68,8 millions de dollars (92,9 millions de dollars en 2000) à des sociétés sous contrôle commun. Des filiales de la société mère ont rendu des services-conseils pour un montant de 9,7 millions de dollars (6,9 millions de dollars en 2000). Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie établie et convenue par les apparentés. Au 31 décembre, 0,8 million de dollars (0,7 million de dollars en 2000) de sommes à recevoir de sociétés sous contrôle commun sont inclus dans les débiteurs.

14. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION

Les loyers annuels minimaux à payer en vertu de contrats de location-exploitation à long terme sont les suivants pour les cinq prochains exercices :

	2002	2003	2004	2005	2006
	12 881 \$	12 062 \$	10 438 \$	7 838 \$	5 222 \$

15. INFORMATION SECTORIELLE

La Société et ses filiales exercent leurs activités en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique et aux États-Unis, principalement dans un seul secteur d'activité, soit celui de la fabrication et de la distribution de ciment et de produits connexes destinés à l'industrie de la construction.

Les secteurs isolables sont gérés séparément car ils exigent des stratégies de mise en marché différentes. La Société évalue le rendement de chacun des secteurs isolables en fonction du bénéfice d'exploitation.

Les conventions comptables qu'applique chacun des secteurs isolables sont identiques à celles qui sont utilisées pour les états financiers consolidés. Les ventes intersectorielles sont effectuées au montant de la contrepartie dont ont convenu les secteurs concernés.

Secteurs géographiques

	ONTARIO		QUÉBEC ET ATLANTIQUE		ÉTATS-UNIS		AUTRES		TOTALS	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes à des tiers	673 279	591 774	232 327	186 105	281 626	276 495	–	–	1 187 232	1 054 374
Ventes intersectorielles	14 152	12 551	10 105	10 872	–	–	–	–	24 257	23 423
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	19 505	18 207	11 168	10 253	13 446	8 995	17 335	11 865	61 454	49 320
Bénéfice (perte) d'exploitation	96 698	87 884	37 231	32 680	36 527	28 705	(50 223)	(40 756)	120 233	108 513
Frais financiers	–	–	–	–	–	–	17 683	17 691	17 683	17 691
Éléments d'actif sectoriels	511 189	395 763	194 891	183 097	358 898	296 358	56 052	52 505	1 121 030	927 723
Acquisitions d'immobilisations	28 449	32 100	23 622	9 624	51 644	101 105	1 437	8 567	105 152	151 396

Les ventes de ciment se sont élevées au total à 478 millions de dollars (451 millions de dollars en 2000). Les ventes de matériaux de construction et de services ont totalisé 709 millions de dollars (603 millions de dollars en 2000).

16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Taux d'intérêt

Au 31 décembre, la Société était partie à diverses ententes de taux plafond d'intérêt (CAP) et d'échange de taux d'intérêts (SWAP). Les autres parties à ces ententes sont de grandes institutions financières dont les cotes de crédit sont excellentes. Ces ententes se détaillent comme suit aux 31 décembre 2001 et 2000:

TYPE	MONTANT NOMINAL DE RÉFÉRENCE	MONNAIE	TAUX	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	ÉCHÉANCE
CAP	25 000 \$	\$ CA	Maximum 8,55 %	Mai 2000	Mai 2003
CAP	25 000 \$	\$ US	Maximum 9,55 %	Mai 2000	Mai 2005
SWAP	10 000 \$	\$ US	7,45 %	Mai 2000	Mai 2002
SWAP	18 000 \$	\$ US	5,46 %	Mai 2000	Juin 2005

17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers de la Société sont comme suit:

	2001		2000	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
	\$	\$	\$	\$
Créances à long terme, montant net a)	17 931	n.d.	20 994	n.d.
Prêts à des dirigeants et employés b)	78	60	363	340
Dette à long terme	(263 757)	(263 757)	(193 046)	(193 046)
Instruments financiers dérivés	-	(2 416)	-	(1 595)

a) Il n'est pas facile de déterminer avec suffisamment de fiabilité la juste valeur des créances à long terme, car celles-ci comportent des avantages futurs intangibles.

b) L'écart avec la juste valeur provient strictement de l'actualisation des prêts.

Les valeurs comptables des débiteurs et des créditeurs, des placements et des titres d'emprunt à taux variables se rapprochent de leur juste valeur.

La juste valeur des placements et des titres d'emprunt à taux fixes ainsi que des actions privilégiées a été estimée en actualisant les flux monétaires contractuels à l'aide des taux pratiqués sur les marchés pour des instruments financiers comportant des risques analogues.

La juste valeur des instruments dérivés est calculée à l'aide des cours obtenus des contreparties avec lesquelles la Société fait affaire et qui ont recours aux mêmes instruments financiers ou à des instruments semblables.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 2000 ont été réagencés pour les rendre conformes au mode de présentation adopté pour l'exercice écoulé.

SOMMAIRE FINANCIER

	2001	2000	1999	1998
EXPLOITATION (millions de dollars)				
Ventes	1 187,2	1 054,4	937,6	850,4
Amortissement	61,5	49,3	39,6	39,7
Frais financiers	17,7	17,7	11,2	8,9
Bénéfice (perte) d'exploitation	120,2	108,5	116,7	109,4
Radiations inhabituelles et autres éléments exceptionnels	-	-	-	-
Impôts sur le revenu (récupération)	37,3	30,5	36,8	34,2
Bénéfice net (perte)	62,2	48,5	71,0	65,1
BILAN (millions de dollars)				
Actif à court terme	274,3	244,8	255,7	226,1
Passif à court terme	198,9	153,7	166,7	143,8
Fonds de roulement	75,4	91,1	88,9	82,3
Immobilisations nettes	756,0	609,4	489,5	461,8
Total des éléments d'actif	1 121,0	927,7	823,1	738,9
Dette à long terme	263,8	193,0	122,2	101,9
Passif d'impôts futurs	140,2	117,1	82,7	72,9
Avoir des actionnaires	518,1	463,5	451,2	418,9
ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE (millions de dollars)				
Fonds provenant de l'exploitation	128,0	111,8	119,1	104,6
Acquisition d'immobilisations	105,2	151,4	76,5	72,5
Augmentation (diminution) de la dette à long terme	70,7	69,8	20,4	(49,4)
Émissions de capital-actions	3,3	2,5	3,2	4,5
Dividendes payés	21,0	21,2	21,7	19,9
VALEURS PAR ACTION (dollars)				
Bénéfice net (perte)	1,52	1,15	1,64	1,47
Fonds provenant de l'exploitation	3,12	2,64	2,76	2,39
Dividendes	0,50	0,50	0,50	0,48
Valeur aux livres	12,58	11,08	10,45	9,56
Cours du marché - Haut	23,90	19,25	20,25	20,00
Cours du marché - Bas	14,75	13,85	14,90	11,75
RATIOS FINANCIERS				
Coefficient du fonds de roulement	1,4:1	1,6:1	1,5:1	1,6:1
Dette à long terme à la capitalisation (%)	29	25	19	17
Bénéfice (perte) d'exploitation sur les ventes (%)	10,1	10,3	12,5	12,9
Rendement de l'avoir des actionnaires (%)	12,7	10,6	16,3	16,4
Couverture de l'intérêt	6,7	5,5	11,0	11,8
PRODUCTION (millions de tonnes)				
Capacité annuelle de ciment et clinker	3,7	3,7	3,7	4,1
BÉNÉFICE NET (PERTE) TRIMESTRIEL, NON VÉRIFIÉ (millions de dollars)				
Premier trimestre	(12,3)	(9,3)	(6,9)	(10,0)
Deuxième trimestre	21,4	14,0	24,5	26,1
Troisième trimestre	32,4	28,9	33,1	28,0
Quatrième trimestre	20,7	14,9	20,3	21,0

1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
828,6	795,7	676,1	591,2	513,6	482,8	519,9
38,5	35,0	36,0	35,2	36,6	37,9	36,3
14,5	14,4	12,4	14,3	17,3	19,6	19,8
95,7	76,6	60,3	42,7	10,0	(21,4)	10,4
6,2	33,8	1,7	1,4	0,7	15,2	0,9
33,0	12,6	21,2	11,0	(1,4)	(20,1)	(2,8)
42,1	16,2	24,8	13,0	(7,8)	(39,9)	(5,7)
242,9	223,2	227,0	218,1	219,1	232,0	224,3
145,4	140,1	137,7	100,0	77,6	81,3	63,7
97,5	83,1	89,3	118,1	141,5	150,7	160,6
421,5	405,7	411,6	384,8	391,1	412,9	427,7
744,9	707,0	702,2	661,7	688,0	722,7	706,7
151,2	166,8	168,6	184,6	247,6	270,2	221,9
75,3	65,0	65,9	64,5	64,1	65,4	71,8
373,0	335,2	330,1	312,6	298,8	305,9	349,3
99,8	73,8	59,8	49,0	26,6	(9,0)	29,1
44,1	42,4	69,6	35,8	20,9	19,3	29,2
(18,9)	1,6	(16,2)	(64,3)	(25,1)	48,9	48,3
2,0	2,5	1,8	3,0	2,7	2,2	2,2
15,5	8,8	8,8	-	-	4,3	14,0
0,95	0,37	0,56	0,30	(0,20)	(0,94)	(0,14)
2,26	1,67	1,35	1,12	0,61	(0,21)	0,71
0,30	0,20	0,20	-	-	0,38	0,76
8,40	7,84	7,68	7,32	7,00	7,19	8,42
14,75	10,35	11,50	12,88	11,75	13,00	17,00
9,95	6,63	7,00	9,00	5,00	6,50	11,88
1,7:1	1,6:1	1,6:1	2,2:1	2,8:1	2,9:1	3,5:1
25	29	30	33	41	42	35
11,5	9,6	8,9	7,2	(1,9)	(4,4)	2,0
11,9	4,9	7,7	4,2	(2,8)	(12,4)	(1,6)
7,3	3,1	4,2	2,6	0,5	-	0,6
4,1	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
(12,9)	(12,5)	(13,1)	(13,7)	(14,3)	(15,3)	(13,2)
16,9	(6,1)	9,6	8,4	0,5	(4,4)	2,2
26,0	23,3	19,3	12,8	3,9	(2,0)	6,2
12,1	11,5	9,0	5,5	2,1	(18,2)	(0,9)